



Communiqué de presse de l'Association Française de Science Politique (AFSP) du 11 septembre 2025

Les campagnes d'intimidation et de désinformation visant les IEP et les universités ne doivent pas rester sans réponse.

L'intense pression qu'a subi Sciences Po Lille durant l'été 2025 suite à l'accueil puis à la désinscription d'une étudiante palestinienne coupable d'avoir publié des messages antisémites sur son compte X montre une nouvelle fois comment l'extrême droite cherche à cibler les Instituts d'études politiques (IEP) et à les déstabiliser.

En accueillant, comme d'autres établissements l'ont fait sur proposition du Ministère des Affaires Étrangères, des étudiants et étudiantes venant de Palestine ou d'ailleurs, Sciences Po Lille n'a fait que ce qui est attendu d'un établissement public d'enseignement et de recherche. Prenant immédiatement la mesure de la gravité des propos tenus par l'étudiante, l'IEP a réagi rapidement et sans complaisance. Les failles institutionnelles qui ont empêché d'identifier en amont de son arrivée les propos inadmissibles de cette étudiante ne sont pas du fait des établissements et de leur direction. Pourtant, c'est bien l'école elle-même qui a été attaquée, son directeur et des collègues menacés de mort, et le Programme d'Accueil en Urgence des Scientifiques en Exil (PAUSE) remis en question.

Dans une logique d'amalgame, de généralisation, et par la coordination d'attaques violentes en ligne, les réseaux d'extrême droite témoignent à nouveau d'une volonté d'intimidation des établissements et des collègues. D'un fait grave mais particulier et immédiatement sanctionné, découlent des conséquences disproportionnées visant à rendre suspect tout établissement où l'on travaille de manière critique et indépendante sur les grands enjeux politiques, nationaux ou internationaux.

L'AFSP tient d'abord à rappeler qu'elle soutient les établissements et les collègues victimes de campagne de harcèlement de la part de ces réseaux. Ensuite, l'AFSP s'inquiète de la difficulté pour les établissements et les personnels menacés à obtenir de la part de leur tutelle et plus généralement des autorités publiques, si ce n'est un soutien, du moins une condamnation ferme de ce genre d'attaque. Cette situation est d'autant plus alarmante qu'aujourd'hui à Lille, comme hier à Paris ou Grenoble, un certain nombre de figures publiques et gouvernementales ont instrumentalisé ces attaques, amplifiant les menaces et portant un discrédit général sur l'enseignement supérieur et la recherche universitaire. La décision de « geler » l'accueil des chercheurs palestiniens, y compris les lauréats du programme PAUSE, est l'exemple même de cette instrumentalisation.

Collègues, sociétés savantes, personnalités politiques et du monde académique doivent aujourd'hui se concerter afin de défendre d'une seule voix le modèle d'accueil de nos collègues et étudiant-es internationaux sans craindre les menaces et les attaques des réseaux d'extrême droite et de leurs relais médiatiques. Plus globalement, les campagnes d'intimidation et de désinformation dont font l'objet les universités et les IEP ainsi que leur personnel ne doivent pas rester sans réponse.

Paris, le 11 septembre 2025.